

La journée d'action des agents des Finances Publiques du 20 mars 2014 a été une grande réussite. Des milliers d'agents étaient en grève. Ils ont manifesté, aux côtés d'agents retraités, à Paris et en région avant de se rassembler devant leur direction.

A Paris, ils ont défilé de Nation à Bercy pour clamer sous les fenêtres des ministres leur colère et leurs revendications. Les organisations syndicales ont été reçues, à leur demande, par Pierre Moscovici. Le Ministre a été forcé de reconnaître la forte mobilisation des personnels mais, encore une fois, a refusé de répondre à leurs légitimes revendications.

Sa seule réponse fut de rappeler son seul objectif de recherche effrénée de 50 milliards d'économie à réaliser en trois ans. Cela se traduit par l'inscription des ministères économiques et financiers au cœur de la réduction violente de la dépense publique.

Concrètement, cela implique la mise en œuvre des plans stratégiques et plan d'action pour détruire l'emploi public et amoindrir les moyens d'intervention de nos ministères. Pour les citoyens, ce sera moins de protection économique, moins de lutte contre les fraudes, moins de contrôle des fonds publics... Quant aux agents, déjà pressurisés par les suppressions d'emplois, ils n'auront droit qu'à moins de salaire, moins de promotions, moins de mutations, des conditions de vie au travail toujours plus difficiles...

Mais, très « généreusement », le Ministre est prêt à abonder de quelques euros supplémentaires la prime de mobilité et à veiller à ce qu'il n'y ait pas trop de mobilité géographique imposée... Et il croit que nous devrions lui dire merci ?? Tous les personnels des Finances sont appelés à se réunir et débattre pour élargir les mobilisations. D'ores et déjà, les intersyndicales directionnelles envisagent une nouvelle journée d'action vers la mi-mai.

D'ici là, la CGT Finances Publiques appelle les actifs et les retraités à participer massivement aux initiatives déjà annoncées pour faire entendre leur voix : le 4 avril 2014 à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, le 1er mai 2014 à la journée internationale des travailleurs.

D'autre part, la CGT Finances Publiques tient encore une fois à réaffirmer que baisser les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités d'intervention publique.

Ainsi, 20% des emplois ont été supprimés en dix ans à Bercy. Nous subissons une baisse des crédits d'investissements, un gel du point d'indice, une réduction des plans de qualifications, d'importantes dégradations des conditions de travail...

La « Modernisation de l'action publique » (MAP) poursuit la même logique que la RGPP, à savoir réduire les coûts sans se soucier de l'efficacité du service public.

La suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger examen_ta_ifip_art18_et_19_annee_2014.pdf](#) (108.88 Ko)

Public: [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

